

Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames et messieurs les hauts magistrats,
Mesdames, Messieurs les professeurs,

Je vous remercie, Monsieur le premier président, pour vos mots de bienvenue et pour votre invitation à ces journées. Je me réjouis que la Conférence des présidents des cours d'appel de l'Union européenne ait choisi de croiser cette année des thèmes, Europe, justice et nouvelles technologies, qui sont au cœur d'une justice ouverte et moderne. Ces défis, la justice a su s'en saisir pour faire évoluer ces cadres d'action, sans jamais perdre ses valeurs et son identité. Je suis ravi que par ces rencontres puissent se croiser des expériences pluridisciplinaires et de tous horizons, car c'est grâce à cet esprit de partage et d'ouverture que nous pourrons enrichir nos pratiques, et mettre en œuvre une culture commune.

Rapprocher les pratiques, définir des standards communs, notamment techniques, est une démarche essentielle pour faciliter les échanges entre tous les acteurs judiciaires au sein de l'Union européenne, mais aussi pour simplifier la vie de nos concitoyens.

Cette démarche en faveur d'échanges fluides et efficaces a pu aboutir parce que nous disposons d'outils techniques toujours plus performants bien sûr, mais aussi et surtout parce que nous avons su construire des réseaux efficaces : la conférence des présidents, en favorisant le renforcement des liens entre les chefs de cours au sein de l'Union européenne, en constitue un parfait exemple.

Le recours aux nouvelles technologies peut produire les effets positifs que nous connaissons grâce à une démarche pragmatique, qui tire le meilleur parti de l'informatisation – pour la mettre au service de la justice, comme le dit si bien le titre

de ces journées, mais ajouterai aussi au service du justiciable. L'informatique doit s'intégrer au travail des juges, l'améliorer, nous devons veiller à ce qu'elle ne soit jamais une contrainte mais bien une facilité ; l'informatique ne doit jamais méconnaître les principes qui fondent notre justice. Je salue le travail de votre conférence en vue d'élaborer un guide éthique dans l'utilisation par le juge des nouvelles technologies.

Les nouvelles technologies ont ouvert de nouvelles opportunités de simplification et d'efficacité, autant qu'un défi pour l'institution judiciaire.

I. Bien conscient des enjeux de l'informatisation tant pour les acteurs judiciaires que pour nos concitoyens, le Ministère de la Justice et des Libertés s'est particulièrement investi pour développer les nouvelles technologies au sein des juridictions : l'accès en ligne à une information actualisée, la dématérialisation des procédures, la communication électronique, figurent au nombre de nos priorités. Les chantiers sont déjà bien avancés.

1. Faciliter la transmission d'information et de données est un puissant moteur pour améliorer la célérité de la justice et offrir de meilleures conditions de travail à l'ensemble des acteurs judiciaires. Nous avons voulu réunir dans cette démarche les juridictions, magistrats et personnels judiciaires, mais y associer bien évidemment les auxiliaires de justice.

Dès 2007, nous avons ainsi signé une Convention nationale avec le Conseil national des Barreaux, si bien qu'aujourd'hui tous les tribunaux de grande instance et toutes les cours d'appel bénéficient d'outils d'échanges sécurisés avec les avocats. Le gain de temps est inestimable : près d'un million de procédures peuvent être consultées à distance (calendrier, événements, décisions), soit la moitié du contentieux non répressif. D'ici 2013, cette possibilité de consultation sera étendue aux procédures de référé.

2. La dématérialisation des procédures constituent un pas supplémentaire dans cette démarche d'informatisation qui est la nôtre : nous nous sommes engagés sur cette voie pour la procédure pénale, notamment pour les infractions routières. L'utilisation de nouvelles technologies dans ce contentieux de masse (350 000 affaires par an) est un facteur de simplification et d'accélération des procédures. Nous avons lancé, au printemps dernier, une première expérimentation au sein du tribunal de police de Bordeaux, près de 1000 jugements et ordonnances pénales ont d'ores et déjà été traités par voie dématérialisée. Au vu des résultats très encourageants de Bordeaux, nous envisageons d'étendre le test, à l'horizon 2012, aux tribunaux de police de Dunkerque, Rennes et Bourges.

L'impact des nouveaux outils de communication sur l'organisation et les méthodes de travail ne doit pas être ignoré : les études ont montré qu'avec la généralisation du mail, de l'accès à Internet, chacun de nous est désormais confronté à un afflux de sollicitations et d'informations.

Les réseaux, la généralisation des nouvelles technologies ont profondément bouleversé les pratiques professionnelles, ce constat vaut pour l'ensemble du corps social, mais recèle des enjeux plus forts encore en matière judiciaire : il nous faut tester les solutions techniques, évaluer leurs conséquences, pour que leur généralisation soit un atout pour l'institution judiciaire et un bénéfice pour l'œuvre de justice. Les procédures judiciaires doivent rester entourer de toutes les garanties nécessaires à un procès équitable, et au meilleur respect des droits et libertés des justiciables. Comme l'évoque parfaitement le thème que vous avez retenu cette année : les nouvelles technologies doivent être au service de la justice.

3. Bien entendu, la dématérialisation ne peut produire tous ses effets sans un haut niveau d'informatisation de nos juridictions. En quelques années, le ministère de la justice et des libertés a engagé un programme sans précédent en la matière, pour équiper les juridictions de matériel performant. Dans son dernier rapport, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice constate d'ailleurs le niveau d'informatisation de nos tribunaux, qui est parmi les plus élevés d'Europe :

Cassiopée (nouveau système informatique des tribunaux) a ainsi été installé dans 95% des juridictions, le programme sera achevé en fin d'année.

II. Les nouvelles technologies favorisent la circulation de l'information : grâce aux nouveaux outils de communication les échanges de données sont désormais devenus instantanés. Les outils de communication sont un formidable outil d'ouverture sur le monde. En matière judiciaire, l'Europe a tout à gagner à se doter d'instruments performants au service de la coopération judiciaire.

Alors que cette coopération s'intensifie, il serait paradoxal de ne pas la faire bénéficier des derniers outils technologiques. Le Parlement européen et le Conseil ont entendu renforcer les moyens d'action du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJECC) ; ces modifications entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2011 permettent d'accélérer le traitement des demandes d'entraide, et surtout d'ouvrir le RJECC aux professions juridiques qui participent à l'application des actes communautaires. Avocats, notaires, huissiers de justice sont désormais associés aux travaux du réseau – afin de mieux identifier les enjeux pratiques des modifications du droit communautaire.

La Commission européenne ne s'est d'ailleurs pas trompée sur l'intérêt des nouvelles technologies pour l'Europe de la Justice en mettant en place le projet e-justice pour le développement de la dématérialisation des procédures et des actes juridiques en Europe. En 2009, la Commission européenne a invité les Etats membres de l'Union à réfléchir à ce projet commun, conçu comme le corollaire des projets nationaux de dématérialisation des procédures judiciaires : le Consortium européen e-Codex, qui a vu le jour en décembre 2010, réunit les représentants des ministères de la Justice de quinze pays de l'Union, dont bien évidemment la France, ainsi que les instances européennes de représentation des notaires, des avocats et des huissiers. Le Consortium a d'ores et déjà adopté les projets pilotes qui seront mis en service dès 2013.

D'ores et déjà, les acteurs du procès pénal peuvent mesurer tout l'intérêt d'une coopération judiciaire efficace entre les Etats membres de l'Union européenne : l'interconnexion des casiers judiciaires, qui est aujourd'hui une réalité concrète, représente un considérable gain temps et d'efficacité.

On peut saisir également tout l'intérêt d'un système commun dématérialisé et sécurisé d'échanges de données sensibles et de mandats d'arrêt, pour mieux lutter contre le crime organisé et le terrorisme notamment.

*

* *

La justice a su saisir l'opportunité des nouvelles technologies, pour moderniser ses pratiques. Le changement est en marche dans l'ensemble de nos juridictions. Dématérialiser les procédures, recourir aux outils de communication améliorent le quotidien de nos magistrats, des auxiliaires de justice et des justiciables bien sûr. Mais toutes ces évolutions ne doivent pas nous faire oublier aussi le rôle du juge et de la fonction de juger : le temps de la justice est un temps nécessaire à l'apaisement social, le principe du contradictoire est et doit rester au fondement de notre procédure, l'accès effectif au juge est et doit rester une garantie essentielle de notre justice. Les nouvelles technologies doivent être facteur de progrès, gardons-nous de déshumaniser le travail du juge et la décision de justice. Une justice moderne est sans nul doute une justice performante, bénéficiant des meilleurs outils techniques, mais aussi une justice proche des citoyens, qui sait aussi faire œuvre d'écoute et de pédagogie.